

Le 19 août, le Maréchal, informé des dangers multiples que couraient les troupes placées sous ses ordres en présence de ces soulèvements, songea à ramener les garnisons éloignées : il donna l'ordre d'évacuer Guaymas et Mazatlan.

Sur ces entrefaites, le plus ancien divisionnaire du corps d'occupation, le général Douay, demanda à rentrer en France, déclarant que son état de santé ne lui permettait pas de continuer la campagne.

Le commandant en chef lui répondit aussitôt :

Mon cher général,

Je ne saurais vous dissimuler la peine que j'ai ressentie à la réception de votre lettre ; je croyais votre santé rétablie et ne pensais pas qu'elle pût vous mettre de nouveau dans la nécessité de nous quitter.

Votre demande de congé, appuyée d'un certificat des médecins, ne permet pas de retarder votre départ. Je vous laisse donc libre d'en fixer le moment. Je dois cependant vous prévenir, ainsi que je vous l'ai fait écrire confidentiellement, que vous êtes désigné par le ministre de la Guerre pour prendre le commandement des troupes qui doivent rester au Mexique, lorsque je croirai devoir rentrer en France.

Fût-ce la perspective d'hériter du commandement en chef, fût-ce la crainte de paraître abandonner un poste périlleux dans des circonstances difficiles, toujours est-il que le général Douay ne donna pas suite à sa demande de congé.

Des incidents excessivement graves venaient, en effet, dans ce moment même, compliquer la situation de l'armée française. La légion belge, qui jusqu'à ce

jour s'était toujours bien conduite, et qui, en certaines circonstances, comme dans les deux combats de Tacambaro, avait fait preuve d'un courage poussé jusqu'à l'héroïsme, la légion belge donnait l'exemple de l'insubordination. Les officiers démissionnaient en masse, et les soldats découragés demandaient à rentrer en Europe ; leur chef, le colonel Van der Smissen refusait de se mettre sous les ordres du commandant de la Hayrie.

Le général Douay se rendit immédiatement à Venado et essaya d'arrêter ce mouvement de sédition par des mesures énergiques. Il était temps : on disait hautement que, non seulement les soldats n'obéiraient pas, mais encore que, si on mettait des officiers français à leur tête, ils les massacraient.

C'étaient là de bien terribles symptômes. Les inquiétudes qui en résultaient pour le Maréchal, jointes à celles que lui causaient la politique de Maximilien et l'entrée au ministère de MM. Osmont et Friant, lui firent hâter son retour dans la capitale. Le 26 août, il rentra à Mexico.

Dès le 29, il adressait à son ministre un long rapport, dans lequel, revenant sur les derniers incidents rapportés ici, il indiquait, dans un passage significatif, son opinion sur le voyage de l'Impératrice, et la coïncidence qu'il y avait, selon lui, entre le voyage et la nomination de deux Français comme ministres :

Je ne sais quel résultat aura la mission de S. M. l'Impératrice Charlotte, mais *je sais qu'elle est intimement liée aux combinaisons qui ont appelé le général Osmont et l'intendant Friant aux affaires.* Je sais que l'Empereur a déclaré

qu'il se jetait dans les bras de la France, parce qu'il y était forcé, et *je crois avoir trop raison en ne voyant dans cette politique nouvelle qu'une manœuvre pour entraîner la France, malgré elle à reconstituer le rôle de l'intervention ou même pour lui susciter des embarras.*

Dans le rapport du 9 septembre le maréchal revenait sur ce point :

L'Empereur Maximilien, aussi bien que ceux qui sont hostiles à la politique française, ne tenant aucun compte du temps perdu avant de se jeter dans nos bras, se plaît ou se plaira à dire que les fonctionnaires français, mis au pied du mur, n'ont pas mieux réussi que les Mexicains, et l'on ne manquera pas de faire rejaillir sur le nom français l'odieuse des mesures extrêmes auxquelles on est forcément amené *pour prolonger l'agonie d'une situation impossible.*

Comme un désespéré, le gouvernement impérial devenait de plus en plus un gouvernement de combat. On a vu les dispositions relatives à la proclamation de l'état de siège dans plusieurs départements; pour rendre effective l'action du gouvernement, il fallait de l'argent et des hommes. On chercha à se procurer l'argent en établissant un nouvel impôt de 15 p. 100 sur les biens désarmés, et c'est l'intendant Friant qui en endossa la responsabilité, puisque c'est lui qui, comme ministre, le proposa. Quant aux hommes, on avait renoncé à les recruter par la conscription, qui avait le double désavantage d'être un procédé lent et impopulaire; on se rabattit sur le système de la *leva*. Puis, ce moyen lui-même ayant paru trop long au gré des singuliers organisateurs des forces nationales,

on eut recours à quelque chose de plus pratique: on ouvrit les portes des prisons, pour en extraire les criminels et les vagabonds, qu'on incorpora aussitôt dans l'armée mexicaine.

On peut juger de ce que valait cette armée par les recrues qu'elle recevait.

Les espérances qu'avait fait naître le départ de l'Impératrice Charlotte pour l'Europe n'avaient pas été de longue durée. Dès le commencement de septembre, on savait qu'un vapeur frété par l'Empereur, pour son service particulier, lui avait rapporté, de la Nouvelle-Orléans, un télégramme chiffré. Rien n'ayant transpiré du contenu de cette dépêche, l'opinion s'était aussitôt formée que les nouvelles reçues étaient mauvaises, puisqu'on ne les publiait point. La presse se fit l'écho de ces bruits fâcheux; le *Journal Officiel* n'y répondit que par une note insignifiante qui contribua plus à les confirmer qu'à les détruire.

Sur ces entrefaites, on annonça le départ du général Uruga pour l'Europe. Le général s'était rallié à l'Empire au moment de l'arrivée de Maximilien. On ne faisait pas grand fonds sur son dévouement, et lui-même trop clairvoyant pour ne pas prévoir les événements, ne tenait pas à se compromettre davantage dans une aventure destinée à mal finir. Aussi fut-il aussi heureux de partir que l'Empereur de l'éloigner. Quant à la mission que l'opinion publique lui prêta alors, il nous est impossible de dire si elle exista autre part que dans quelques imaginations: on dit qu'il était chargé d'empêcher le retour de l'Impératrice.

Et, à ce propos, il est curieux de noter combien souvent, sans indices précis, sans renseignements di-

rects, l'intuition des masses est perspicace. Le Maréchal la résumait en ces lignes :

On raconte, à l'appui de cette opinion, que l'Impératrice tient beaucoup plus à sa couronne que l'Empereur Maximilien, et que *son retour au Mexique pourrait peut-être nuire à certaines aspirations que ce souverain peut avoir vers l'Europe.*

Des officiers placés près du souverain essaieraient, dit-on, de lui persuader que *ses véritables intérêts sont en Autriche bien plutôt qu'au Mexique*, et deux ou trois missions secrètes viennent d'être données, peut-être pour savoir à quoi s'en tenir à ce sujet.

Qu'on veuille bien rapprocher les indications contenues dans ces lignes de la résistance opposée par l'Archiduc à la signature du pacte de famille, de la protestation rédigée un an plus tard contre ce même pacte de famille, et l'on comprendra mieux les mobiles qui le poussèrent à rester au Mexique après le départ des troupes françaises.

Maximilien eut toujours « des aspirations vers l'Europe », et lorsque nous les exposerons plus explicitement, en temps et lieu, on verra quelle responsabilité pèse sur ce prince dans l'échec définitif de l'aventure mexicaine.

CHAPITRE VII

Événements d'Europe. — Sadowa (3 juillet 1866). — Arrivée de l'Impératrice Charlotte à Saint-Nazaire (8 août). — Arrivée à Paris. — Napoléon III malade. — Entrevue de Saint-Cloud (11 août). — Refus opposés par Napoléon III aux demandes de l'Impératrice Charlotte. — Départ de Paris (22 août). — Le maréchal d'andon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (29 août). — L'Impératrice Charlotte à Miramar. — Voyage à Rome. — Entrevue avec le Pape. — La folie se déclare. — Le comte de Flandre ramène l'Impératrice à Trieste.

Tandis que la situation s'assombrissait ainsi au Mexique, des événements, dont le contre-coup devait violemment réagir contre le jeune empire d'outre-mer, s'accomplissaient en Europe.

La querelle longtemps pendante entre la Prusse et l'Autriche éclatait enfin : la guerre était déclarée entre ces deux nations jadis unies dans ce faisceau de peuples groupés sous le nom d'Allemagne. Mais la Prusse plus prévoyante et sentant qu'il faut diviser pour vaincre, s'était assuré le concours de l'Italie.

Celle-ci, entraînée par l'espoir d'une récompense, accepta le rôle ingrat de recevoir les coups et d'être battue ; elle le fut sur terre et sur mer, à Cus-